



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

FIRST SESSION

FRIDAY 14 JUNE 2024

CONTENTS

PAPERS LAID

QUESTIONS (*Oral*)

ANNOUNCEMENT

MOTION

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnoo	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo, GCSK	Minister of Land Transport and Light Rail
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daureeawoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Foreign Affairs, Regional

Integration and International Trade

Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Dr. the Hon. Mrs Marie Christiane Dorine Chukowry	Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Anjiv Ramdhany	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms
Hon. Ms Naveena Ramyad	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Ashley Ittoo
Clerk of the National Assembly	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit, CSK
Clerk Assistant	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Clerk Assistant	Naika-Cahanee, Mrs Prishnee
Adviser, Hansard	Allet, Mrs Marie-Hélène Caroline
Assistant Hansard Editor	Hurdoss, Miss Doushika
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Acting Serjeant-at-Arms	Seegobin, Mr Somduth

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 13 of 2024

Sitting of Friday 14 June 2024

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 4.00 p.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Ministry of Local Government and Disaster Risk Management

The Annual Report and Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the District Council of Grand Port for the year ended 30 June 2022. (In Original)

B. Ministry of Labour, Human Resource Development and Training

The Workers' Rights (Social Plan) (Income Support to Workers) (Amendment) Regulations 2024. (Government Notice No. 101 of 2024)

C. Ministry of Arts and Cultural Heritage

The Annual Report and Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the Hindi-Speaking Union for the year ended 30 June 2023.

ORAL ANSWER TO QUESTION
GAMBLING REGULATORY AUTHORITY – LICENCES – 2014 TO 14 JUNE
2024

The Leader of the Opposition (Dr. A. Boolell) (*by Private Notice*) asked the Minister of Finance, Economic Planning and Development whether, in regard to gambling and betting, he will, for the benefit of the House, obtain from the Gambling Regulatory Authority, information as to the number of –

- (a) licences (i) issued and (ii) renewed, since 2014 to date, indicating the name of the licensees thereof;
- (b) outlets linked to each off-course betting licensee with remote communication, indicating (i) if the betting software thereof are linked “live” to the Mauritius Revenue Authority and (ii) the fees paid per outlet in 2024, and
- (c) limited pay out machine operator licensees, indicating the number of limited pay out machines licence granted to each licensee as at date.

Dr. Padayachy: M. le président, je remercie le Leader de l’opposition pour cette question.

Comme vous le savez, avant la création de la *GRA*, les activités de *gambling* à Maurice étaient réglementées et contrôlées par les différentes entités suivantes –

- l’*Accountant General’s Office*;
- le *Gaming Control Board*;
- le *Value Added Tax Department*;
- le *Horse Racing Board*; et
- la *Mauritius Revenue Authority*.

La *Gambling Regulatory Authority* a ainsi été créée en décembre 2007 suite à la proclamation de la *GRA Act*.

Avec l’entrée en vigueur de la *Gambling Regulatory Authority Act 2007*, les lois suivantes ont été abrogées –

- la *Gaming Act 1973*;
- la *Prize Competitions Act 1975*;
- la *Horse Racing Board Act 2003*; et
- la *Mauritius National Lotteries Act 2004*.

M. le président, afin de répondre à la question de l'honorable Leader de l'opposition, permettez-moi de rappeler le contexte de l'établissement de la *GRA*.

Au regard de la multitude des entités qui était en partie responsable de l'organisation des jeux d'argent, le gouvernement d'alors avait souhaité rationaliser la supervision de ces activités.

L'objectif de la création de la *GRA* était de placer sous le contrôle d'une seule autorité toutes les activités de *gambling*.

La loi délimitant le mandat de la *GRA* tient compte de l'évolution de l'industrie des jeux dans le monde entier et par conséquent, des exigences juridiques, réglementaires et technologiques.

Les objectifs de la *GRA* sont les suivants –

- (a) réglementer et contrôler les activités de jeu et l'organisation des jeux de loterie, de sweepstakes et de lotteries ;
- (b) réglementer et contrôler l'organisation des courses de chevaux ;
- (c) promouvoir la confiance du public dans l'intégrité de l'industrie des jeux d'argent et de l'industrie des courses de chevaux ;
- (d) veiller à ce que les jeux d'argent soient organisés de manière équitable et transparente ;
- (e) encourager le jeu responsable afin de minimiser les dommages causés par le jeu ;
- (f) promouvoir le tourisme, l'emploi et le développement économique en general ; et
- (g) promouvoir le bien-être et les loisirs du public des courses.

Suite à la proclamation de la *GRA Act*, la *GRA* a pris en charge les opérations et est donc maintenant l'autorité responsable de l'octroi des licences et de la surveillance des activités de *gambling* à Maurice.

La *GRA* veille également au respect de la *GRA Act* et des conditions d'octroi des licences, mène des enquêtes et applique des sanctions en cas d'infractions commises par les titulaires de licences.

En accord avec la section 94 de la *GRA Act*, une candidature pour l'octroi ou le renouvellement d'une licence de jeux et de paris doit être soumise à la *GRA*, accompagnée des documents suivants –

- le *BRN* de l'entreprise ;
- le certificat de moralité des directeurs et des actionnaires ;

- les sources de financement ;
- les relevés bancaires ; et
- la liste des locaux.

La demande est d'abord examinée par le département des licences, puis transmise au département *AML/CFT* pour un contrôle approfondi.

Ensuite, conformément aux dispositions de l'article 96(4) de la *GRA Act*, l'avis du Commissaire de police est demandé en ce qui concerne l'adéquation des locaux.

Une fois l'autorisation de la police obtenue pour les locaux, le département d'inspection de la *GRA* effectue une visite des lieux et soumet toutes les conclusions et autorisations au conseil d'administration de la *GRA* pour examen et approbation.

M. le président, pour ce qui concerne la partie (a) de la question, j'ai été informé par la *GRA* que depuis 2014, 9 nouvelles licences ont été accordées et 117 ont été renouvelées. Je dépose le nom des licences renouvelées à la Chambre.

M. le président, au regard de la partie (b) de la question, suite aux amendements apportés à la *GRA Act* en 2012, le système de contrôle des paris de la *Gambling Regulatory Authority*, appelé 'serveur central', a été transféré de la *Gambling Regulatory Authority* à la *Mauritius Revenue Authority* en mars 2013.

Tous les bookmakers, y compris ceux opérant par communication à distance, acceptant des paris sur les courses hippiques locales sont actuellement connectés au *Gambling Regulatory Authority Betting Control System*.

Selon la *Mauritius Revenue Authority*, tous les bookmakers sur le champ de course et hors du champ de course sont connectés en live.

Toutefois le système extrait les informations en batch toutes les heures, car le système ne permet pas, selon la *MRA*, d'obtenir les informations en temps réel.

Les bookmakers connectés opérant par communication à distance et les totalisateurs connectés soumettent les données des paris tous les lundis matin après chaque journée de course. Ils sont 5 au total. Le 6ème totalisateur, People Turf PLC, est actuellement en connexion au travers de courriels.

Au regard du fait qu'aucun opérateur ne puisse transmettre ses données en temps réel, c'est-à-dire un vrai « live », la *MRA* a décidé de mettre en place le *Central Electronic Monitoring System*. C'est un système moderne que la *MRA* a récemment acquis.

En effet, j'ai été informé que la *MRA* a acheté ce système de contrôle des paris, le *Central Electronic Monitoring System*, en mars 2023, auprès d'un fournisseur de service international opérant également dans d'autres juridictions internationales afin d'obtenir les informations en direct et en temps réel.

Le projet est en cours et sera complété d'ici décembre 2024 et tous les opérateurs de jeux et de paris pourront transmettre en temps réel le détail de toutes les transactions des paris à la *MRA*.

M. le président, les bookmakers opérant des paris à cote fixe par le biais de la communication à distance, n'exploitent pas de points de vente mais disposent de centres de services pour l'ouverture des comptes des joueurs, la réception des dépôts, le retrait des gains et l'émission des relevés de compte.

Conformément à la *GRA Act*, les totalisateurs opérant par communication à distance, peuvent avoir un établissement principal et un maximum de 24 points de vente.

La *GRA* m'a informé qu'à ce jour, ces opérateurs détiennent un total de 74 points de vente.

En ce qui concerne la partie b (ii) de la question concernant les droits de licence annuels payables par un opérateur, le *Third Schedule* de la *GRA* prévoit –

- qu'un opérateur effectuant des paris à cote fixe pour des courses locales par le biais de la communication à distance paie 3,5 millions de roupies pour le lieu principal d'activité et 20 000 roupies pour chaque centre de facilities ; et
- qu'un totalisateur opérant par communication à distance paie 1 million de roupies, 40 000 roupies pour chaque point de vente et 40 000 roupies pour chaque terminal.

En ce qui concerne la partie (c) de la question, la *GRA* m'a informé qu'à ce jour, un opérateur, SMS Pariaz Ltd, détient 140 machines à paiement limité.

Merci, M. le président.

Dr. Boolell: I thank the hon. Minister for his reply and I take it that he is going to be faithful to what he has said in relation to the regulatory activity of the *GRA* and to ensure that there is equitability and transparency.

Can I come to a specific item regarding cancelling off-course betting. Since 2018, the licences of all the nine off-course bookmakers of this country have been revoked. Can the Minister inform the House as to why all the licences of the nine off-course bookmakers have been revoked?

Dr. Padayachy: M. le président, vous savez, il y a énormément de licences. Je viens de donner les détails concernant la question qui m'a été posé concernant les licences qui ont été révoquées, si je comprends bien l'honorable Leader de l'opposition. Je n'ai pas d'information sur les noms qui ont été révoqués. J'ai les noms concernant la liste de ceux qui ont été renouvelés. Pour cela, il me faudra demander des informations à l'autorité compétente, et je déposerai à la Chambre les informations qu'il me demande.

Dr. Boolell: I am rather surprised that the hon. Minister has not been made aware by the officers. Of course, it is public knowledge that these licences were revoked to the advantage of one specific operator who is now the sole operator offering fixed odd bettings. Am I right to say so, Minister?

Dr. Padayachy: Encore une fois, M. le président, je suis un ministre des Finances. Donc, je regarde beaucoup de sports, mais je suis désolé ; je ne suis pas un passionné des courses ni des jeux. Donc, je ne suis pas au courant de ce qui se passe dans le monde des jeux. Moi, je demande au régulateur de m'informer des problèmes qu'il y a sur ce secteur et s'il faut apporter des amendements, on apporte des amendements. C'est ce que je viens d'expliquer, par rapport au 'live' ; je crois que la question était par rapport au 'live'. Donc, la connexion en direct et en temps réel ; c'était ça le problème principal que la *MRA* est en train de régler. Maintenant, on va mettre en place un nouveau système. J'ai expliqué en détail dans ma réponse qu'on va mettre en place un nouveau système. La *MRA* a acheté ce nouveau système pour qu'on puisse être connecté et avoir la transmission des données immédiatement à la *MRA*. C'était ça le souci principal, et quand on a pris connaissance que ce n'était pas fait en direct, nous l'avons demandé, nous avons travaillé dessus avec la *MRA* qui a énormément d'autres choses aussi à contrôler. Ils ont cherché, ils ont travaillé dessus, ils ont trouvé le meilleur système et ils vont mettre le meilleur système à Maurice pour pouvoir avoir les données en temps réel.

Maintenant, pour revenir à ce que le Leader de l'opposition est en train de me demander concernant ceux qui ont été révoqués, je vais voir s'ils ont été révoqués. Je fais confiance au régulateur. C'est une institution qui a été mis en place depuis 2007, qui fait son travail. S'il a révoqué les licences, il doit bien y avoir des raisons valables pour révoquer ces licences.

Dr. Boolell: Hon. Minister, I grant you your right to say that every effort is being made to ensure that there is the setting up of a Central Electronic Monitoring System. I point out that it is the right step in the right direction. But can I take you back to a question which was put to you

in 2020? Will the hon. Minister tell the House why is it that Government is taking so long to implement this project? Not only is it long overdue, but, in the meantime, it has given special and differential treatment by not implementing it to the ‘lover boy’ of this Government.

Dr. Padayachy: M. le président, je ne vais pas rentrer dans ce genre de ...

Mr Speaker: Excuse me, hon. Minister. I would ask you to withdraw that term ‘lover boy’ of the Government. Please, withdraw it and apologise for that. This is not the way in which a PNQ is treated. You withdraw and apologise!

Dr. Boolell: If you ask me to withdraw, okay, I will say ‘to the blue-eyed boy of the Government’.

Dr. Padayachy: M. le président, je croyais que c’était moi. Je suis désolé, je croyais que c’était moi *le blue-eyed boy*.

(Interruptions)

Je suis désolé d’apprendre qu’il y a quelqu’un d’autre. M. le président, donc, revenons ; soyons sérieux. En 2020, nous étions confrontés à la pire crise que ce pays a connue. La *MRA*, je le répète, avait quand même beaucoup de choses à faire à l’époque, en particulier trouver de l’argent et payer les salaires de tous les gens. C’était ça la fonction principale que je lui avais demandé de faire, parce qu’à l’époque, il y avait la fermeture de tous les secteurs du tourisme et c’est ce qu’ils étaient en train de faire. Ils n’étaient pas en train de voir par rapport, – je le dis bien – de regarder, de tout contrôler, parce qu’il y avait d’autres priorités à l’époque. Après cette période, donc après 2021, c’est là qu’ils ont recommencé à regarder toutes les autres, on va dire fonctions, les autres fonctionnalités, parmi le secteur des jeux, de paris, et ainsi de suite.

Donc, ils ont regardé et ils ont vu ce qu’il y avait comme problème. Le problem, comme je l’ai dit et je le répète, c’est qu’on a un système où on peut être connecté, mais malheureusement, ce n’est pas en temps réel. Et, donc, c’est là qu’ils ont dit qu’il fallait trouver un autre système. Ils ont cherché le système et je suis très heureux qu’ils ont trouvé ce nouveau système. Je ne connais pas le prix et je ne vais pas demander des informations là-dessus. S’il faut des informations, je peux chercher ces informations et les déposer à la Chambre. C’est ça qui est très bien. M. le président, il y avait un problème avec un secteur. L’autorité, le régulateur a fait son travail, a fait ses recherches, est venu avec un nouveau système qu’il est en train de mettre en place. Et d’ici la fin de l’année, je le répète, tout le monde sera connecté avec ce nouveau système.

Dr. Boolell: But, in the meantime, is the Minister aware that the turnover of the company of this person who is the sole operator has increased from Rs145 million to Rs700 million, precisely because of undue delay and special and differential treatment being given to the person? Is he aware of this?

Dr. Padayachy: M. le président, je suis un économiste. Quand on donne des chiffres, il faudrait quand même nous donner les années. Ça peut être depuis 1920 jusqu'à 2020 ou de quelle date à quelle date ?

Dr. Boolell: 2015 to 2020!

Dr. Padayachy: Vous savez qu'il y a une entreprise à Maurice, et je suis très fier d'avoir ça, dont le chiffre d'affaires a doublé en un an ; elle va doubler en un an. Savez-vous c'est quelle entreprise ? C'est la première entreprise de Maurice, IBL. Le chiffre d'affaires de cette compagnie va doubler, pas en dix ans, pas en sept ans, mais en un an.

Donc, cela prouve que l'économie va bien à Maurice et que les affaires marchent bien, et que c'est pour cela que le *turnover* est en train d'augmenter. Si vous êtes au courant qu'il y a une augmentation de *turnover*, donc il n'y a pas de malodonne dedans, Monsieur le Leader de l'opposition. Les données sont sorties et on peut retrouver ces données.

Dr. Boolell: I am rather surprised. I would have expected the Minister to be more diligent. Can I ask him to find out the reason as to why this gentleman who is the sole operator and who is acting contrary to the provisions of the GRA Act because of collusion from ...

Mr Speaker: No, I will stop you there. Can you substantiate 'acting against the provisions of the GRA Act'? Yes or no?

Dr. Boolell: Yes, of course, I can! When do you want me to substantiate?

Mr Speaker: Can you substantiate now?

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: Substantiate it before I allow the question.

Dr. Boolell: Yes. And I will tell you how. Because mainly...

Mr Speaker: No, I put a question to you. You have...

Dr. Boolell: Yes. Because he is not linked to ...

Mr Speaker: The onus is on you to substantiate that this gentleman or whatever gentleman, I don't know, is going against the provisions of the GRA Act. I can't allow a question where you put like a deliberate falsehood in front of Parliament.

Dr. Boolell: No, I take strong exception to the word ‘falsehood’.

Mr Speaker: No!

Dr. Boolell: My statement is based on facts!

Mr Speaker: No, this is parliamentary...

Dr. Boolell: My question is relevant to facts.

Mr Speaker: Whatever I am saying is parliamentary; deliberate falsehood. I have to check. I am asking you: can you substantiate?

Dr. Boolell: Yes, because I ask the Minister to find out...

Mr Speaker: Now you substantiate?

Dr. Boolell: ...whether SMS Pariaz ...

Mr Speaker: No, no. There is no question to you.

Dr. Boolell: ...whether SMS Pariaz ...

Mr Speaker: Hon. Minister, there is no question. You are not asking any question. You substantiate first and then you come with your question. Substantiate that whoever is working against the provisions of the GRA.

Dr. Boolell: I say it loud and clear that most of his business is conducted in rupees and cents. Okay? And when those punters place the bets, these bets are not linked to the main server of the Mauritius Revenue Authority. And you know

Mr Speaker: No, but you have not substantiated.

Dr. Boolell: And the payment is made on Monday!

Mr Speaker: You have not substantiated!

Dr. Boolell: Of course, I have substantiated.

Mr Speaker: You have not substantiated! You substantiate!

Dr. Boolell: The law...

Mr Speaker: No! I will not listen to all this! Either you can substantiate or I stop you there!

Dr. Boolell: But I have said! I have said...

Mr Speaker: I stop you there!

(Interruptions)

Please, mic!

Dr. Boolell: I have said...

Mr Speaker: No mic! And there is no question! I am telling you that you asserted in this august Assembly that there is a gentleman working...

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: ...against the provision of the law.

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: So, you have to substantiate it first! Then, you go to your other questions.

Dr. Boolell: You do not want me to substantiate. And I have substantiated it.

Mr Assirvaden: *Mikro la tegn!*

Mr Speaker: No, you have not substantiated so far!

Dr. Boolell: That's your opinion!

Mr Speaker: You have not substantiated and I disagree with that! So,...

Dr. Boolell: As per the law...

Mr Speaker: You change the question; you put new questions now!

Dr. Boolell: I maintain that it's not linked to the main server of the Mauritius Revenue Authority, and that goes against the provisions of the GRA Act.

Now, let us come back to COVID-19. During COVID-19 in 2020, at a time when people were confined, were you surprised, Minister, to learn that a licence was issued to SMS Pariaz – another license for fixed odd betting on foreign races, at a time when there was COVID-19 and people were supposed to be confined to their own homes?

Dr. Padayachy: M. le président, encore une fois, on était confiné, mais il y avait des activités qui continuaient. Je me rappelle comment, malgré le confinement, on continuait à travailler. Il y avait des secteurs d'activités qu'on laissait travailler. Je ne suis pas au courant précisément de ce qu'il est en train de dire, mais, pour moi, il n'y a pas de problème. Pendant le confinement, si je me rappelle bien, à l'époque, durant quelques semaines, c'était fermé complètement, mais petit à petit, on a ouvert de nouveau les secteurs d'activités pour que les gens puissent travailler de nouveau, pour que le pays puisse produire et puisse nourrir la population.

Donc, sûrement, à cette époque, petit à petit, chaque secteur a recommencé à ouvrir. On a commencé à donner, je me rappelle bien, des *Work Access Permit* à tous les travailleurs pour pouvoir aller travailler. Donc, peut-être c'est dans cette période-là que vous êtes en train de parler. Honorable leader de l'opposition, c'est assez vague, je n'ai pas de précision ! Donc, il me

faut des informations plus précises. Et en toute transparence, je vous donnerai les informations dessus.

Dr. Boolell: If I understand the hon. Minister right, am I right to say, Minister, that the Board deliberately met under whose instruction to issue a licence for fixed odd betting on foreign races at a time when there was a curfew, when people were confined to the perimeter of their homes? Was this the priority of a government?

Dr. Padayachy: M. le président, encore une fois, on repart dans le passé. Je le répète : à l'époque, on était fermé pendant quelques semaines, personne ne sortait. Je n'ai plus en tête après combien de temps exactement on a recommencé à travailler ; ça été l'ouverture secteur par secteur. On faisait le *work from home*. Mais qu'est-ce qu'il voulait ?

M. le président, est-ce que le Leader de l'opposition voulait qu'on punisse cet opérateur ? Qu'on lui dise 'non, vous n'avez plus le droit de travailler' ? Il faut vérifier : est-ce que tous les autres opérateurs de ce secteur d'activité avaient le droit aussi de travailler, de faire le *work from home*. C'est à cette époque qu'on a commencé à proposer et à pousser ce mode d'activité.

Dr. Boolell: *Le mode d'activité!* Can I ask the hon. Minister whether he has been aware that not only were the licences of the nine off course bookmakers revoked, but there has been increase in outlets for the operator of SMS Pariaz? He was given 65 extra outlets. These were approved by the GRA. 65 extra outlets!

Dr. Padayachy: M. le président...

Dr. Boolell: Given to one operator only!

Dr. Padayachy: M. le président, le Leader de l'opposition est venu avec une *PNQ* sur le secteur des jeux et des paris. Je suis assez étonné qu'il est en train de cibler un seul opérateur. Il y a un seul opérateur ! Je viens de lui donner une liste de 74 opérateurs – je ne sais plus combien d'opérateurs. Et parmi, il ne trouve rien sur les autres opérateurs. Je pensais qu'il allait m'informer, me donner des informations concernant les autres opérateurs. Cela fait trois ou quatre questions sur un seul opérateur, SMS Pariaz, SMS Pariaz !

Pourquoi on ne parle pas de Play Online ? Pourquoi on ne parle pas de PLS Ltd ? Pourquoi on ne parle pas de Lisboa Ltd ? Pourquoi on ne parle pas de Global Sports Ltd ? On ne parle que de SMS Pariaz ! Moi, j'ai plein de noms ! J'ai demandé à mes officiers depuis ce matin d'imprimer les noms des directeurs ! On aurait mieux fait de poser la *PNQ* directement : « faites une thèse sur SMS Pariaz ! »

M. le Leader de l'opposition, vous avez besoin des informations sur SMS Pariaz ? Cherchez les informations ! Partout vous allez avoir les informations. Vous voulez avoir plus d'informations ? Moi, je n'ai pas toutes les informations sur SMS Pariaz. Je vais chercher les informations et je vais les déposer sur la table ici, et vous aurez accès à toutes les informations.

Maintenant, concernant ce que vous est en train de parler, je pense qu'avant SMS Pariaz, il y avait un autre opérateur. Et on m'a donné une petite note là-dessus. On m'a donné une petite note. L'ancien opérateur, je pense que le Leader de l'opposition sait très bien de qui c'était ; c'était Hing Tse Investment Co. Ltd.

(Interruptions)

Si, si, si ! Je le dis ! On est en train d'aller sur trois questions sur SMS Pariaz. J'espère que monsieur le Leader de l'opposition est aussi allé faire des recherches pour savoir c'était quoi avant. Qu'est-ce qu'on avait avant SMS Pariaz ? C'est ce travail qu'on doit bien faire ! Hing Tse Investment, le propriétaire était un certain A. H.

Dr. Boolell: Je ne connais pas A. H.

Dr. Padayachy: A. H.! Il ne connaît pas ! Mais, moi, je vais lui dire. Ce monsieur était en train d'opérer des machines à sous au lieu des *LPM Machine*.

Cet opérateur – je le dis bien, et moi, je l'assume – était protégé par l'ancien régime et était proche de l'ancien Premier ministre. À l'époque, M. le président, il payait R 500 par machine, alors qu'il aurait dû payer R 125 000 par machine.

M. le président, je croyais que le Leader de l'opposition allait me poser la question dessus ! Ça, c'est une information ! J'ai travaillé, j'ai emmené toutes sortes d'informations. J'ai fait comme mon ami, mon collègue ici, qui d'habitude marche avec autant de petits bouts de papier. J'ai fait pareil ! Je suis venu aujourd'hui avec autant de petits papiers. J'ai un petit bout de papier-là ! Je pensais qu'il allait me poser la question là-dessus. Ça, c'est le scandale, M. le Leader de l'opposition !

Dr. Boolell: Can I ask the hon. Minister whether he has been made aware – because that was public knowledge – that the so-called sole operator, the blue-eyed of the MSM, made it public that he was the Special Adviser of the Prime Minister and he donated Rs10 m. as contribution ...

Mr Speaker: May I remind you...

(Interruptions)

Hon. Leader of the Opposition, I am on my feet! I am on my feet!

(Interruptions)

Mr Speaker: The mic there!

Dr. Boolell: *Linn dir sa lor radio! Linn dir sa lor radio!*

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Leader of the Opposition, have you finished?

An hon. Member: Allégation frivole !

Dr. Boolell: *Linn dir sa lor radio!* Special Adviser!

Mr Speaker: Your question is...

(Interruptions)

No cross-talking!

An hon. Member: Substantiate!

The Prime Minister: On a point of order, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Yes, please!

The Prime Minister: Whatever the Leader of the Opposition is saying is completely false! It is frivolous allegations! And I would ...

Dr. Boolell: Frivolous allegations?

The Prime Minister: I would ask him to prove what he is saying unless he withdraws what he said!

Dr. Boolell: What about your Special Adviser when the Police went to his place?

(Interruptions)

Mr Speaker: No! Leader of the Opposition! Leader of the Opposition, I have the floor! I am on my feet! You keep quiet and listen to my ruling! Your PNQ was “whether, in regard to gambling and betting (...)”.

Dr. Boolell: Yes!

Mr Speaker: Your PNQ is not about Adviser or Special Adviser.

Dr. Boolell: ... about Special Adviser!

Mr Speaker: ...which the Leader of the House is saying is false.

Dr. Boolell: Ask Mr L. S., the Special Adviser!

Mr Speaker: You don't do that to me!

(Interruptions)

You apologise now! You withdraw that and you apologise!

Dr. Boolell: What do you want me to withdraw?

Mr Speaker: Whatever the point of order has raised!

Dr. Boolell: Which point of order?

An hon. Member: Special Adviser!

Mr Speaker: You don't know?

Dr. Boolell: Under which Standing Order? Which Standing Order?

An hon. Member: All are allegations!

(Interruptions)

Mr Speaker: Whatever has been said!

Dr. Boolell: Under which Standing Order?

Mr Speaker: Can you please withdraw that allegation?

Dr. Boolell: What allegation?

Mr Speaker: That whatever blue-eyed boy was Special Adviser or Adviser to the Prime Minister?

Dr. Boolell: Okay.

Mr Speaker: Are you withdrawing or not?

Dr. Boolell: Do not threaten me! I will withdraw.

Mr Speaker: That is good! Apologise! Are you apologising or not?

Dr. Boolell: Do not ever threaten me! I apologise.

Mr Speaker: You apologised. So, you withdraw and apologise, I am satisfied.

Dr. Boolell: Yes! Hands up!

The Prime Minister: *Al dimann to boss komien kas lin met dan kof. Al explik sa kas la!*

(Interruptions)

Mr Speaker Order!

An hon. Member: *10 million to pa kapav explike !*

Mr Speaker Order!

Mr Assirvaden: *10 million lin doner!*

(Interruptions)

Mr Toussaint: *Larzan BAI kote?*

Mr Speaker: Order! Order! Both sides of the House!

The Prime Minister: *Blaguer 10 million! Al dir deor!*

(Interruptions)

Mr Speaker: Order! Order! Both sides of the House! Order! Order everywhere! So you have only one minute. Do you have any question, instead of laughing?

Dr. Boolell: Laugh?

An hon. Member: *Riy zonn!*

Mr Speaker: Instead of laughing, put question!

Dr. Boolell: Laughter is a good medicine. Is the Minister aware that there was a ruling given by the Supreme Court which made it quite clear that the GRA is in cahoots with Government and, therefore, it bows to instruction given by specific Members of the Government in support Mr L. S. and others?

Dr. Padayachy: Je n'ai pas trop compris la question, M. le président.

Mr Speaker: So, the time is over! Your question has not been well-framed and understood. So, I cannot allow this question and time is over.

(Interruptions)

The Prime Minister: *Drom vide fer tapaz!*

Mr Speaker: Hon. Members, I need your silence.

Dr. Boolell: *Ale get zizman lakour supreme to pou koner.*

An hon. Member: *Ayo! Mil fwa Xavier!*

Mrs Luchmun Roy: *Mil fwa Xavier!*

An hon. Member: *Plito Xavier!*

Mr Speaker: I have an announcement. Leader of Opposition, you have done your work. Let me do my work.

ANNOUNCEMENT

HON. AMEER MEEA – IMPUTED MOTIVES – APOLOGIES

Hon. Members, during the course of the debate on the Budget yesterday whilst the hon. Ameer Meea had the floor, the hon. Minister Koonjoo-Shah raised a point of order to the effect that the hon. Member purported in his speech that Members of the Government have made profit on the dead bodies of COVID-19 patients.

The hon. Minister further stated that the hon. Member should be able to substantiate.

Hon. Members, I have perused the recordings. After having been requested by the hon. Deputy Speaker not to indulge in that kind of attack which cannot be substantiated, the hon. Ameer Meea stated the following, and I quote –

“Everything that I have said, go and check it in the report of the Director of Audit. Go and read it; you will see that what I said is the only truth. And you know what? Truth hurts!”

Hon. Members, I rule that the hon. Ameer Meea has not only imputed motives on Members of the Government but has also imputed motives on the Director of Audit who occupies a constitutional post.

As a Speaker, I cannot allow such serious imputations to go unchecked and I, therefore, invite the hon. Member to withdraw the above imputations...

(Interruptions)

Dr. Boolell: *Ki to pe dir mwa?* Can you withdraw that?

Mr Speaker: ... and to present...

(Interruptions)

Dr. Boolell: I heard the Prime Minister saying *bachiarra* ...

An hon. Member: *Ey ale do!*

An hon. Member: *Shame!*

(Interruptions)

Mr Speaker: I am asking you to withdraw from the Chamber. I am asking you!

Ms J. Bérenger: Shame!

Dr. Boolell: *Akoz li dir bachiarra...*

Mr Speaker: I am asking you to withdraw you from the Chamber instantly!

An hon. Member: *Deor! Deor!*

Mr Speaker: Instantly withdraw from the Chamber!

(Interruptions)

And I am naming for the gesticulation you made. I am naming you.

Hon. Members: Shame! Shame!

Mr Speaker: I take it anew. As a Speaker I cannot allow such serious imputations to go unchecked and I, therefore, invite the hon. Member to withdraw the above imputations and to present his apologies to this august Assembly.

I warn the hon. Member that I am not entertaining any discussion, any negotiation or anything. It is: 'withdraw' and 'apologise' full stop, or else, otherwise, I will leave the matter in the hands of the House to decide what to do.

Mr Ameer Meea: I withdraw and apologise.

Mr Speaker: Thank you very much.

MOTION

SUSPENSION OF S. O. 10(2)

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.